



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 août 2012  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-septième session

Point 20 de l'ordre du jour provisoire\*

### Développement durable

## Année internationale de l'énergie durable pour tous, 2012

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

La célébration de l'Année internationale de l'énergie durable pour tous (2012) a été l'occasion de sensibiliser l'opinion mondiale à l'importance de l'énergie durable et de son rôle dans la lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités et la promotion du développement durable. Organisé en parallèle à l'initiative « Énergie durable pour tous » du Secrétaire général, cet événement a permis de placer la question de l'énergie au premier plan des préoccupations de nombreux décideurs aux niveaux national et international, et a donné lieu à des engagements concrets sans précédent pour résoudre les problèmes énergétiques cruciaux. Les activités et les partenariats que les États Membres, les organisations internationales, les secteurs privé et public, et la société civile ont lancés en 2012 contribuent à mettre en place, à tous les niveaux, des conditions favorisant l'accès universel à l'énergie, l'efficacité énergétique et l'utilisation croissante de l'énergie renouvelable. Il faut à présent redoubler d'efforts pour maintenir le cap et tirer parti du formidable élan créé en 2012.

---

\* A/67/150.



## **I. Introduction**

1. Dans sa résolution 65/151, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec les organismes compétents des Nations Unies et avec ONU-Énergie, d'organiser et de coordonner les activités à entreprendre en 2012, Année internationale de l'énergie durable pour tous.
2. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a déclaré que l'accès à des services énergétiques modernes et abordables dans les pays en développement était essentiel pour réaliser les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, et assurer un développement durable, ce qui contribuerait à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions et le niveau de vie de la majorité de la population mondiale.
3. L'Assemblée générale a également engagé tous les États Membres, les organismes des Nations Unies et toutes les autres parties intéressées à saisir l'occasion qu'offrira la célébration de l'Année internationale pour mieux faire comprendre qu'il importe, pour réaliser les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, et assurer un développement durable et la protection du climat à l'échelon mondial, de s'attaquer à la question de l'énergie, et notamment de généraliser les services énergétiques modernes, de donner accès à une énergie d'un coût abordable, de veiller à l'efficacité énergétique et à la durabilité des sources d'énergie et de leur utilisation, et d'encourager la prise de mesures aux niveaux local, national, régional et international.
4. La première partie du présent rapport situe l'Année internationale dans son contexte et montre combien il importe de s'attaquer à la question de l'énergie. Les parties suivantes font un récapitulatif des activités et des initiatives connexes que le Secrétaire général a entreprises, en consultation avec les organismes compétents des Nations Unies et avec ONU-Énergie, et de celles menées par les États Membres et d'autres parties intéressées dans le monde. La dernière partie contient des recommandations formulées à l'intention des États Membres et des organismes des Nations Unies afin de maintenir le cap et de tirer parti du formidable élan créé pendant l'Année internationale.

## **II. Aperçu général**

5. Les services énergétiques modernes posent au monde actuel des défis, qui sont à la fois intimement liés et pressants. Une personne sur cinq n'a pas accès à l'électricité ou aux possibilités qu'elle offre en matière de santé, de sécurité et de bien-être, de travail, d'apprentissage ou d'exercice d'un commerce. Deux fois plus de personnes – près de 3 milliards – utilisent du bois, du charbon, du charbon de bois ou des déchets animaux pour faire la cuisine ou chauffer leur logement, s'exposant ainsi, avec leur famille, à des fumées et à des gaz qui détériorent leur santé et entraînent chaque année près de 2 millions de décès. Sans accès aux services énergétiques modernes, les objectifs du Millénaire pour le développement ne pourront pas être réalisés.
6. La réduction de la pauvreté, l'amélioration du bien-être de l'humanité et du niveau de vie et, à terme, la réalisation du développement durable passent par la disponibilité de services énergétiques adéquats, abordables et fiables. La fourniture de services énergétiques adéquats est d'une importance cruciale pour la santé,

l'éducation, les transports, les télécommunications, les ressources en eau et l'assainissement.

7. Pour assurer l'énergie durable pour tous, il faut mettre au point des systèmes qui permettent l'utilisation optimale des ressources énergétiques d'une manière équitable et socialement adaptée, sans nuire à l'environnement. Des infrastructures nationales et régionales intégrées d'approvisionnement en énergie, des systèmes de transmission et de distribution efficaces ainsi que des programmes de demande qui mettent l'accent sur l'efficacité énergétique sont nécessaires à la mise en place de systèmes d'énergie durable.

8. Là où les services énergétiques abondent, les problèmes sont d'un autre ordre. Les émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre produites par les combustibles fossiles contribuent aux changements climatiques, au détriment de ceux dont la survie est tributaire des écosystèmes. Les phénomènes météorologiques extrêmes pourraient se multiplier et s'intensifier dans les pays riches comme dans les pays pauvres et détruire des vies, des infrastructures, des structures institutionnelles et des économies. Les changements climatiques compromettent la sécurité alimentaire et hydrique pour des centaines de millions de personnes à travers le monde, sapant les fondements essentiels de la stabilité aux échelons local, national et mondial. La lutte qui s'intensifie pour des ressources rares attise de vieux conflits et en crée de nouveaux. À mesure que se poursuivent la dégradation des terres, la destruction des forêts et l'élévation du niveau des mers, le mouvement des populations déplacées du fait des mutations écologiques pourrait recomposer la géographie humaine de la planète.

9. Les spécialistes préviennent que, si elle maintient sa trajectoire actuelle, la planète pourrait voir sa température augmenter de plus de 4 °C d'ici à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle. Les répercussions en seraient ressenties à tous les niveaux, de l'économie mondiale à la santé des personnes et des écosystèmes qui préservent la vie sur la Terre.

10. Les défis mondiaux, notamment les effets du changement climatique, la raréfaction des ressources naturelles, l'explosion de la demande d'énergie et la perte de diversité biologique, obligent à recourir davantage à des sources d'énergie propres. La disponibilité et le prix abordable des technologies d'exploitation des sources d'énergie propres sont des facteurs essentiels pour garantir à tous l'énergie durable. Les progrès rapides accomplis dans des technologies qui permettent de produire de l'énergie à partir de sources renouvelables et de l'utiliser plus efficacement ont rendu l'énergie propre plus accessible que jamais et la mise au point de nouvelles technologies d'utilisation moins polluante des combustibles fossiles est en cours. Ce qu'il faut, c'est transformer les systèmes énergétiques à travers le monde de façon à relever ces défis intimement liés et en faire bénéficier tous les pays.

### **III. Activités et initiatives entreprises par le Secrétaire général**

11. Comme suite à la résolution 65/151, le Secrétaire général a lancé son initiative « Énergie durable pour tous » pour amener tous les secteurs de la société à se mobiliser autour des défis mondiaux en la matière. Il a défini trois objectifs

intimement liés à atteindre d'ici à 2030 : l'accès universel aux services énergétiques modernes; le doublement du taux d'amélioration de l'efficacité énergétique; le doublement de la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique.

12. L'initiative du Secrétaire général, pilotée par son Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous et ses coprésidents, a déjà généré de la part des États, du secteur privé et de la société civile des engagements concrets en faveur de la réalisation de ces trois objectifs. Ces engagements s'inscrivent dans le droit fil du Programme d'action mondial.

## **A. Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous**

13. En septembre 2011, pour diriger les travaux effectués au titre de son initiative, le Secrétaire général a nommé un Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous, composé de responsables venus du monde entier. Issus du milieu des affaires, du monde de la finance, du secteur public, de la société civile et des organismes des Nations Unies, les membres du Groupe se sont employés à mobiliser un large éventail de parties en mesure de favoriser la prise d'engagements et l'établissement de partenariats en faveur de l'énergie durable pour tous. Le Groupe a à sa tête deux personnalités du monde des affaires et du service public : Charles Holliday, Président de Bank of America, et Kandeh Yumkella, Président d'ONU-Énergie et Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

14. Le Secrétaire général a prié le Groupe de haut niveau d'élaborer un programme d'action mondial, feuille de route concrète indiquant comment les différents secteurs de la société pourraient collaborer, dans le cadre de l'initiative, pour atteindre les trois objectifs qu'il a définis, à savoir l'accès à l'énergie, l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable.

## **B. Programme d'action mondial**

15. Le Programme d'action mondial, qui a été élaboré et approuvé par le Groupe de haut niveau en avril 2012, indique la marche à suivre en fixant aux parties prenantes des points d'entrée tangibles pour leur action, reliant les interventions individuelles, nationales, régionales et mondiales aux objectifs ambitieux définis dans l'initiative du Secrétaire général.

16. Le Programme d'action mondial offre une stratégie de participation des États, du secteur privé et de la société civile. Il met les organismes des Nations Unies à la disposition des acteurs clefs des pays en développement et des pays développés, qui pourront s'en servir comme tribune pour favoriser la prise d'engagements audacieux, encourager de nouveaux partenariats public-privé et mobiliser les financements considérables dont dépendent les changements nécessaires à apporter aux systèmes énergétiques mondiaux.

17. Aux fins de la réalisation des trois objectifs de l'initiative, le Programme d'action mondial définit 11 domaines d'intervention afin d'organiser la collaboration entre tous les secteurs concernés. Ces domaines d'intervention comportent également des mesures à fort impact destinées à susciter progrès et changements.

18. Ces domaines d'intervention sont répartis en domaines d'intervention sectoriels et en domaines d'intervention porteurs. Les domaines d'intervention sectoriels sont les suivants : a) appareils de cuisson et combustibles modernes; b) solutions de distribution électrique; c) infrastructure de réseau et efficacité de l'approvisionnement; d) énergie électrique renouvelable à grande échelle; e) procédés industriels et agricoles; f) transports; g) bâtiments et appareils. Les domaines d'intervention porteurs sont les suivants : a) planification et politiques énergétiques; b) modèle commercial et innovation technologique; c) financement et gestion des risques; d) renforcement des capacités et partage des connaissances. Chaque domaine d'intervention comprend un certain nombre de mesures à fort impact servant à cristalliser l'action des États, des entreprises et de la société civile.

19. Le plan de mise en œuvre de l'initiative prévoit l'élaboration d'un cadre d'action et d'une stratégie et d'un plan de communication ainsi que la création d'équipes spéciales chargées d'évaluer la réalisation des trois principaux objectifs de l'initiative.

20. Le cadre d'action précise l'importance de la participation de chaque grand groupe de parties prenantes, les avantages de leur collaboration, l'organisation de la procédure d'engagement et les principes directeurs de l'initiative. Il montre que les progrès vers l'énergie durable pour tous peuvent être freinés par de nombreux obstacles totalement imbriqués, qui ne pourront être surmontés que par l'adoption de plusieurs mesures se renforçant mutuellement et tenant compte des réalités locales et des ressources disponibles. Le cadre invite les parties prenantes à établir des partenariats, leurs engagements individuels convergeant pour réaliser l'objectif commun qui est l'énergie durable pour tous.

21. La stratégie et le plan de communication définissent les principaux objectifs de communication liés à l'initiative, notamment faire connaître les besoins existants ainsi que les avantages et les débouchés commerciaux qui pourraient découler de la réalisation des objectifs de l'initiative; communiquer l'analyse de rentabilité au secteur privé, à la société civile et aux pouvoirs publics pour que chacun puisse prendre des engagements véritables et ambitieux; utiliser l'initiative « Énergie durable pour tous » comme un instrument puissant permettant de définir des objectifs ambitieux et de rassembler les acteurs capables d'apporter de véritables changements dans les domaines de l'accès à l'énergie, de l'efficacité énergétique et de l'énergie renouvelable.

22. En somme, le Programme d'action mondial indique la marche à suivre aux parties concernées. Il entend aider les pays et les parties prenantes à trouver leur propre voie vers l'énergie durable pour tous, en leur permettant d'opérer des choix technologiques en fonction de leurs réalités nationales et locales uniques.

23. Le Programme d'action mondial a déjà réussi à accélérer le mouvement en faveur de l'initiative et suscité de nombreux engagements significatifs. Ces progrès feront l'objet d'un suivi et un cadre de responsabilisation est en cours d'élaboration.

## **C. Engagements concrets**

24. Au cours de l'Année internationale, de nombreux engagements concrets ont été pris en faveur de l'énergie durable pour tous. Axés sur les trois objectifs du Secrétaire général, ces engagements concernent, par exemple, l'augmentation de la

production de lampes solaires, le renforcement du financement des entreprises pour améliorer l'efficacité énergétique, ou des programmes de formation locaux sur l'énergie renouvelable.

25. L'initiative repose sur la détermination absolue du Secrétaire général et des chefs des entités concernées du système des Nations Unies ainsi que sur l'appui dynamique des pouvoirs publics dans chaque région.

26. Suite aux engagements annoncés à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, le bilan est le suivant :

- a) Plus de 50 pays en développement participent à présent à l'initiative, et d'autres les suivent;
- b) Le secteur privé et les investisseurs ont mobilisé plus de 50 milliards de dollars;
- c) Les banques de développement multilatérales en Asie, en Europe et en Amérique latine ont engagé des dizaines de milliards de dollars;
- d) Des centaines de mesures ont été adoptées et des engagements pris à l'appui des trois principaux objectifs;
- e) Les engagements en faveur de l'accès à l'énergie permettront à plus d'un milliard de personnes d'avoir accès à l'énergie moderne pendant la durée de l'initiative;
- f) De nouveaux partenariats public-privé sont conclus pour le transport, l'efficacité énergétique, la cuisson à l'énergie solaire, le financement et l'accès à l'énergie pour les pauvres.

27. Il importe de noter que ces engagements ne remplacent pas mais complètent les annonces classiques d'aide publique au développement faites précédemment par les États.

## **D. Assurer le suivi des progrès**

28. **Rapport de référence :** Il est essentiel d'assurer le suivi des progrès enregistrés quant à la réalisation des trois objectifs si l'on veut maintenir l'élan politique pendant la durée de l'initiative. Face à la nécessité de se fonder sur des statistiques fiables relatives à l'accès à l'énergie, l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable, le Groupe de haut niveau du Secrétaire général a demandé qu'un rapport de référence, prévu pour janvier 2013, soit établi.

29. Ce rapport a trois objectifs : a) donner un aperçu de l'état d'avancement de la réalisation des trois objectifs de l'initiative, sur la base de données disponibles; b) convenir, avec les institutions concernées, des meilleures méthodes pour assurer le suivi des progrès jusqu'en 2030; c) alimenter les rapports de suivi qui seront régulièrement établis pour rendre compte des progrès réalisés pour chacun des trois objectifs.

30. La Banque mondiale et l'Agence internationale de l'énergie se chargeront conjointement de la coordination de l'élaboration du rapport de référence, avec l'appui d'un groupe directeur comprenant d'autres institutions spécialisées dans le domaine de l'énergie comme l'Institut international pour l'analyse des systèmes

appliqués, le Partenariat international pour la coopération en matière d'efficacité énergétique, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), Practical Action, le Réseau d'action pour les énergies renouvelables pour le XXI<sup>e</sup> siècle, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Conseil mondial de l'énergie et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

#### **IV. Activités et initiatives entreprises par les États Membres**

31. Les États Membres ont entrepris de nombreuses activités et initiatives au titre de l'Année internationale, notamment une série de manifestations de lancement et des mesures intergouvernementales. Ces initiatives se sont révélées précieuses pour la formulation d'engagements aux niveaux national, régional et mondial.

##### **A. Manifestations marquant le lancement de l'Année internationale**

32. **Lancement au niveau mondial, Abou Dhabi, 16-19 janvier 2012 :** Le Sommet mondial sur l'énergie de l'avenir, organisé par le Gouvernement des Émirats arabes unis et Masdar City, a servi de lancement officiel de l'Année internationale. Plus de 25 000 personnes ont assisté à la conférence, dont 3 000 délégués venant de 148 pays, trois chefs d'État, des ministres, le Secrétaire général, des chefs d'institutions intergouvernementales et plus de 700 exposants.

33. **Lancement au niveau régional en Asie, New Delhi, 1<sup>er</sup> février 2012 :** Organisée par l'Energy and Resources Institute et la Fondation pour les Nations Unies, cette conférence a réuni plus de 650 participants et servi de lancement régional de l'Année internationale pour l'Asie. Au nombre des personnalités qui ont pris la parole figuraient Farooq Abdullah, Ministre indien de l'énergie nouvelle et renouvelable, et un membre du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur l'énergie durable pour tous.

34. **Lancement au niveau régional en Europe, Bruxelles, 8 février 2012 :** Le lancement en Europe de l'Année internationale a été organisé par le Parlement européen et la Commission européenne, notamment Andris Piebalgs, Commissaire européen au développement, et un membre du Groupe de haut niveau du Secrétaire général. Étaient présents 30 représentants de l'Union européenne, de gouvernements, d'organisations à but non lucratif et du secteur privé.

35. **Lancement au niveau régional en Afrique, Nairobi, 18 février 2012 :** Organisée par le PNUE, cette conférence a réuni plus de 100 participants de haut niveau et compris des tables rondes sur l'accès à l'énergie, l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique.

36. **Lancement dans les petits États insulaires en développement, Bridgetown (Barbade), 7 et 8 mai 2012 :** Le PNUD et le Gouvernement de la Barbade ont conjointement organisé, à l'intention des petits États insulaires en développement, une conférence sur la réalisation de l'objectif « Énergie durable pour tous » et une réunion ministérielle informelle portant sur la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Des premiers ministres, des vice-premiers ministres, des

ministres et des hauts responsables venant de 32 pays d'Afrique, de l'océan Indien, du Pacifique et des Caraïbes ainsi que des représentants d'organisations régionales, du secteur privé et de la société civile se sont réunis pour examiner les questions de sécurité et de viabilité énergétiques. Cette conférence a notamment abouti à l'adoption de la Déclaration de la Barbade sur la réalisation de l'objectif « Énergie durable pour tous » dans les petits États insulaires en développement (2012).

37. **Lancement au niveau régional dans le Pacifique, Suva, 18 mai 2012** : Cette conférence a été organisée conjointement par le Gouvernement de Fidji, le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, des organisations régionales, le PNUD et l'Université du Pacifique Sud. Elle a sensibilisé à l'importance de la sécurité énergétique pour les petits États insulaires du Pacifique.

38. **Lancement national au Nigéria, Abuja, 23 août 2012** : Cette manifestation, accueillie par la présidence du Nigéria et organisée par l'ONUDI, a réuni plusieurs ministres nigériens ainsi que des représentants du secteur privé et de la société civile.

## **B. Activités intergouvernementales à l'appui de l'initiative « Énergie durable pour tous »**

39. **Conférence des Ministres africains de l'énergie, 15 et 16 septembre 2011** : Les Ministres africains de l'énergie se sont réunis à Johannesburg (Afrique du Sud) pour une conférence intitulée « En route pour Durban: promouvoir l'accès à l'énergie durable pour l'Afrique ». Dans la Déclaration de Johannesburg, texte issu de la Conférence, les participants se sont réjouis de la célébration de l'Année internationale et de l'initiative du Secrétaire général.

40. **Conférence au sommet de l'Union européenne sur l'énergie durable pour tous, 16 avril 2012** : Cette conférence a été l'occasion pour le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, de lancer l'initiative « De l'énergie pour doper le développement ». La Commission et les ministres du développement des États membres de l'Union européenne ont par ailleurs exprimé leur détermination à réaliser les objectifs du Secrétaire général au titre de l'initiative de l'énergie durable pour tous.

41. **Conférence ministérielle sur l'énergie propre, 25 et 26 avril 2012** : Les responsables des 23 pays participant à la Conférence ministérielle sur l'énergie propre et l'initiative « Énergie durable pour tous » du Secrétaire général ont présenté les engagements précis pris par leur gouvernement et les responsables du secteur privé en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique, des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et d'un plus grand accès à l'énergie dans le monde. Ces engagements ont tenu compte des deux ans de travail effectué dans le cadre de la Conférence ministérielle et visaient la réalisation de l'énergie durable pour tous d'ici à 2030.

42. **Conférence des Nations Unies sur le développement durable, 20-22 juin 2012** : Le thème de l'énergie durable pour tous a été au cœur de la Conférence. Plusieurs manifestations parallèles de haut niveau ont été organisées sur la question, dont une portant sur l'initiative « Énergie durable pour tous » qui a réuni de nombreux participants, et la Journée de l'énergie, célébrée le 19 juin. Des chefs d'État et des ministres ainsi que des responsables du secteur privé et de la société



civile ont assisté à ces manifestations, au cours desquelles des engagements significatifs ont été annoncés en faveur de la réalisation de l'énergie durable pour tous et consignés dans le registre électronique des engagements pris volontairement. Le document final de la Conférence a également pris acte de l'initiative « Énergie durable pour tous » et de la détermination des parties prenantes à faire de l'énergie durable pour tous une réalité.

## **V. Activités et initiatives entreprises par les organisations internationales, les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires**

43. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) et IRENA collaborent aux travaux du Groupe de travail multilatéral de la Conférence ministérielle sur l'énergie propre chargé de l'énergie solaire et éolienne par le recensement et la mise à disposition des ensembles de données existants (notamment les observations *insitu* et par satellite, et les données modélisées) émanant des programmes de l'OMM et d'autres programmes connexes.

44. L'OMS contribue à l'initiative « Énergie durable pour tous » en fournissant des informations sur les effets de l'énergie sur la santé et en assurant le suivi des mécanismes qui évaluent l'accès des ménages et des centres de santé à des technologies et combustibles efficaces utilisant des sources d'énergie renouvelables. Les principaux indicateurs de santé permettant de suivre les progrès accomplis en matière d'énergie durable sont, notamment :

- a) L'accès des ménages à des technologies de chauffage et de cuisson modernes et peu polluantes;
- b) L'accès des centres de santé à l'énergie, plus particulièrement à un approvisionnement en électricité fiable;
- c) Le fardeau que représentent pour la santé les maladies et les blessures liées à la pollution atmosphérique;
- d) Les effets des politiques énergétiques sur l'équité en matière de santé au regard de l'accès des populations pauvres et vulnérables à l'énergie;
- e) La production d'électricité propre tout au long de la chaîne d'approvisionnement énergétique (réduction de la pollution, amélioration de l'efficacité énergétique et recours aux sources d'énergie renouvelables).

45. Le programme multipartenaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur un modèle intelligent de consommation d'énergie dans la chaîne agroalimentaire (Energy Smart Food for People and Climate) représente l'engagement de l'organisation en faveur de l'initiative « Énergie durable pour tous ». Les liens entre l'énergie et la sécurité alimentaire sont plus forts que jamais. Le secteur alimentaire représente environ 30 % de la consommation mondiale d'énergie, la chaîne agroalimentaire produisant environ 20 % des émissions totales de gaz à effet de serre. L'intensification de l'agriculture doit être progressivement dissociée de l'utilisation de combustibles fossiles si l'on veut répondre à la fois aux besoins alimentaires et aux besoins d'énergie durable d'une population mondiale en pleine expansion.

46. Le programme de la FAO entend relever ces défis en améliorant l'efficacité énergétique à toutes les étapes de la chaîne agroalimentaire, en utilisant davantage les énergies renouvelables et en améliorant l'accès aux services énergétiques modernes par des systèmes intégrés de production d'aliments et d'énergie. La FAO a également pris l'initiative de créer un réseau international de praticiens dans ce domaine et de mettre en place un mécanisme permettant d'améliorer la coordination aux niveaux national et international.

47. Assurant la vice-présidence d'ONU-Énergie et responsable du système des coordonnateurs résidents, le PNUD apporte un appui remarquable à l'initiative du Secrétaire général au regard des politiques, des ressources et du personnel, et favorise la sensibilisation et l'action, notamment au niveau national, au titre de la célébration de l'Année internationale.

48. Le PNUD a considérablement aidé les pays en développement à renforcer l'élan politique en faveur de l'énergie durable pour tous et des objectifs du Secrétaire général. Il a mobilisé le système de coordonnateurs résidents pour faciliter les dialogues et la participation à l'initiative au niveau national, notamment en apportant un appui aux mécanismes nationaux qui facilitent la réalisation des priorités et des objectifs nationaux en matière d'énergie durable. En collaboration avec les banques de développement multilatérales, l'Union européenne et la Norvège, le PNUD contribue à la réalisation d'évaluations rapides et d'analyses des lacunes, en cours ou achevées dans plus de 30 pays.

49. Parallèlement à la Conférence des petits États insulaires en développement sur la réalisation de l'objectif « Énergie durable pour tous », qui s'est tenue à la Barbade, le PNUD a accueilli une réunion au titre de l'Initiative de l'énergie durable des petits États insulaires en développement, initiative en faveur de l'énergie durable des membres de l'Alliance des petits États insulaires, qu'il appuie conjointement avec la Banque mondiale. Dans une déclaration, les représentants des pays participant à cette initiative ont indiqué qu'ils soutenaient l'initiative « Énergie durable pour tous » et l'initiative connexe des petits États insulaires comme moyens permettant de réaliser les objectifs de l'initiative du Secrétaire général.

50. Le PNUD a apporté son appui à plusieurs manifestations régionales, notamment des manifestations de lancement en Asie (Delhi) et en Afrique (Nairobi), et des ateliers thématiques comme l'atelier régional du Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ayant pour thème l'accélération de l'accès universel à l'énergie à travers l'utilisation de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique, tenu à Accra, en octobre 2011, en vue de promouvoir le développement durable dans la région de la CEDEAO et dans les pays membres de la Communauté.

51. Le PNUD et l'initiative de l'ONU relative au Pacte mondial ont encouragé les sections locales du Pacte mondial à travailler en partenariat avec les entités du système des Nations Unies et les pays hôtes pour contribuer à la réalisation au niveau national des objectifs de l'initiative « Énergie durable pour tous ».

52. Dans le cadre d'un partenariat, le PNUD et l'organisation non gouvernementale Practical Action ont organisé quatre manifestations au Bangladesh, au Kenya, au Soudan et au Zimbabwe pour lancer le rapport intitulé « Poor People's Energy Outlook 2012 », à l'appui des objectifs de l'Année internationale et de

l'initiative « Énergie durable pour tous ». Deux autres manifestations ont eu lieu au Népal et au Pérou en août 2012.

53. Le PNUD et la Banque interaméricaine de développement ont conclu un partenariat afin d'aider les pays membres de la Banque à élaborer des évaluations rapides et des analyses de lacunes liées à l'initiative « Énergie durable pour tous ». En juin 2012, 16 pays avaient officiellement demandé à bénéficier de cette aide conjointe et d'autres pays avaient manifesté leur intérêt.

54. Le PNUD lance une initiative avec l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, en collaboration avec des organisations régionales (CEDEAO, Communauté économique des États de l'Afrique centrale, Communauté d'Afrique de l'Est, Communauté de développement de l'Afrique australe et Marché commun de l'Afrique orientale et australe), afin de mettre en place un cadre institutionnel et des programmes visant à coordonner la planification et la mise en œuvre des objectifs de l'initiative « Énergie durable pour tous ».

55. Plusieurs partenariats bénéficiant de l'appui du PNUE, comme le Programme de partenariat mondial pour un éclairage efficace (« en.lighten ») et le Partenariat mondial sur les bioénergies ont contribué à l'Année internationale et permis de renforcer l'action en faveur de l'énergie durable pour tous.

56. Grâce à l'initiative en.lighten, le PNUE a réuni des responsables gouvernementaux et des experts internationaux sur les questions de l'éclairage venant de plus de 40 organisations publiques et privées afin qu'ils aident les pays à élaborer et mettre en œuvre des stratégies d'éclairage efficaces. De concert, ils ont fixé 2016 comme échéance pour le remplacement progressif des lampes à incandescence dans le monde entier tout en s'assurant que les lampes de remplacement efficaces respectent les normes internationales minimales et que les anciennes ampoules sont éliminées d'une manière respectueuse de l'environnement. À ce jour, 46 pays sur quatre continents ont déjà adhéré à l'initiative en.lighten et d'autres devraient suivre.

57. Le Partenariat mondial sur les bioénergies, auquel participent le PNUE et la FAO, celle-ci abritant son secrétariat, a défini un ensemble d'indicateurs de durabilité pour les bioénergies, basés sur des données scientifiques et utilisés à titre volontaire, et élaboré un cadre méthodologique commun pour mesurer les réductions d'émissions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des bioénergies, et pour en rendre compte. Le Partenariat mondial compte entreprendre à l'avenir des activités de renforcement des capacités en faveur des bioénergies durables.

58. Le PNUE a également organisé, en février à Nairobi, la manifestation de lancement de l'Année internationale pour les pays d'Afrique.

59. La Commission économique pour l'Europe (CEE) soutient plusieurs manifestations liées à l'énergie durable pour tous. Le Gouvernement kirghiz la CEE, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et le PNUD organisent actuellement un forum sur le développement durable, qui se tiendra au Kirghizistan, du 12 au 14 septembre 2012. Ce forum vient à la suite des forums internationaux sur l'efficacité énergétique, qui ont eu lieu en 2010-2011 au Tadjikistan et au Kazakhstan et réunissaient les ministres et les responsables de l'énergie et du développement durable des pays d'Asie centrale et des régions

voisines. Les participants ont publié une déclaration conjointe sur le rôle crucial que la coopération internationale pourrait jouer dans l'amélioration de l'efficacité énergétique et de l'accès à des énergies moins polluantes.

60. En mai 2012, la CESAP a, à sa soixante-huitième session, adopté une résolution sur la connectivité pour la sécurité énergétique dans laquelle elle priait la Secrétaire exécutive de recenser les options dans le domaine de la connectivité énergétique régionale, notamment l'élaboration d'un cadre intergouvernemental pour la mise en place d'un réseau électrique régional intégré, et de faire rapport à leur sujet au Forum Asie-Pacifique de l'énergie qui se tiendra en Fédération de Russie en mai 2013. Au Forum, une déclaration ministérielle et un plan d'action régional devraient présenter une vision de la coopération régionale en matière de sécurité énergétique et d'utilisation durable de l'énergie.

61. C'est dans ce contexte que la CESAP élabore le concept de l'Autoroute asiatique de l'énergie pour mettre en place un cadre régional permettant d'étendre le système d'acheminement, l'objectif étant d'améliorer l'efficacité énergétique et l'utilisation de l'énergie renouvelable au moyen de mécanismes de marché qui favorisent l'intégration régionale.

62. Le Département des affaires économiques et sociales, qui fait office de secrétariat pour ONU-Énergie et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, fournit un appui précieux à l'initiative « Énergie durable pour tous » du Secrétaire général et à l'Année internationale. Pendant la Conférence, il a organisé des manifestations liées à l'énergie, notamment la Journée de l'énergie. Actuellement, il dirige et coordonne une initiative de partenariat public-privé sur un accès minimum à l'électricité qui vise l'électrification des communautés rurales isolées en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Par ailleurs, il lance un programme pour la réalisation d'évaluations nationales approfondies sur la mise en valeur des sources d'énergie durables, qui contribue au domaine d'intervention porteur sur la planification et les politiques énergétiques, établi dans le Programme d'action mondial du Secrétaire général.

## VI. Conclusions et recommandations

63. Dans l'ensemble, l'Année internationale de l'énergie durable pour tous a été un succès. Elle a mis l'accent sur le rôle central de l'énergie durable dans la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités et des risques écologiques, notamment ceux liés aux changements climatiques, tout en renforçant le développement durable et la prospérité mondiale.

64. La célébration de l'Année internationale a sensibilisé l'opinion publique à l'importance de l'énergie pour le développement durable et placé cette question au cœur des préoccupations des décideurs aux niveaux national et international. En outre, elle a donné lieu à des engagements concrets sans précédent porteurs d'espoir pour des solutions à long terme aux problèmes énergétiques critiques.

65. L'Année internationale a également favorisé l'établissement de partenariats entre les gouvernements, les organismes des Nations Unies, le secteur privé, la société civile et d'autres acteurs. Elle a été une bonne occasion de procéder à un échange des données d'expérience et des bonnes pratiques

afin de mettre en place des secteurs énergétiques nationaux plus intégrés favorables à l'amélioration de l'accès à l'énergie durable.

66. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable et les activités de grande ampleur réalisées pendant l'Année internationale, plus particulièrement l'initiative « Énergie durable pour tous » du Secrétaire général, ainsi que les manifestations de lancement régionales ont considérablement contribué à renforcer la volonté politique, au niveau international, de faire progresser l'utilisation de l'énergie renouvelable. Il faut à présent redoubler d'efforts pour maintenir le cap et tirer parti du formidable élan qui s'est créé au cours de l'Année internationale.

67. Au vu de ce qui précède, l'Assemblée générale souhaitera peut-être examiner les recommandations suivantes :

a) Renforcer encore les partenariats avec les universités, les organisations de la société civile, le secteur privé, les médias et le système des Nations Unies afin de soutenir l'objectif global de l'énergie durable pour tous;

b) Continuer de mettre à profit l'élan créé, tout en faisant mieux connaître l'importance de l'énergie, et plus particulièrement des services énergétiques modernes, de l'accès à une énergie d'un coût abordable, de l'efficacité énergétique et de la durabilité des sources d'énergie et de leur utilisation, et d'encourager la prise de mesures aux niveaux local, national, régional et international, en utilisant les moyens dont elle dispose, tels que la proclamation d'une décennie internationale de l'énergie durable pour tous.